

Mairie de **CHINON**

**Aménagement de la circulation et  
du stationnement**

**Pour cause de travaux**

**Rue des Halles**

**N° 2025 – 082**

**ARRÊTÉ TEMPORAIRE**

**Le Maire de la Ville de CHINON,**

**Vu, le Code général des collectivités territoriales,**

**Vu, le Code de la Route,**

**Vu, le Code Pénal,**

**Vu, le Code de la Voirie Routière,**

**Vu, le Code Général de la Propriété des personnes publiques,**

**Vu, l'Arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié et complété, relatif à la circulation routière,**

**Vu, le Règlement de voirie de la ville de Chinon du 24 juin 2021,**

**Vu, la délibération des tarifs municipaux pour l'année 2024 en date du 15 décembre 2023 et la décision n° 2025-009 en date du 28 Janvier 2025, prorogeant les tarifs 2024 jusqu'au 25 Mars 2025,**

**Vu, la demande en date du 06 Février 2025 présentée par Monsieur Marques Laranzo Antonio – 3 rue de la Poterne – 37500 Chinon,**

**Considérant, que des travaux de rénovation d'intérieur - 35 place du Général de Gaulle 37500 Chinon, nécessitent un aménagement du stationnement et de la circulation des véhicules,**

**ARRÊTE**

**Article 1 :** En raison de travaux de rénovation d'intérieur, 35 place du Général de Gaulle, la circulation et le stationnement de tout véhicule seront interdits- rue des Halles et le stationnement d'un véhicule de chantier sera autorisé au droit des travaux :

**- Le 11 Février 2025 de 08 h 00 à 12 h 30.**

**Article 2 :** Tout stationnement dans la zone des travaux sera considéré comme gênant en référence à l'article R. 417-10-2-al.10 du Code de la Route.

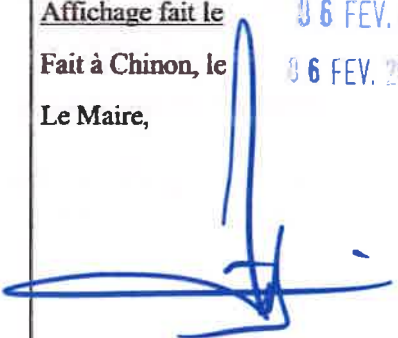
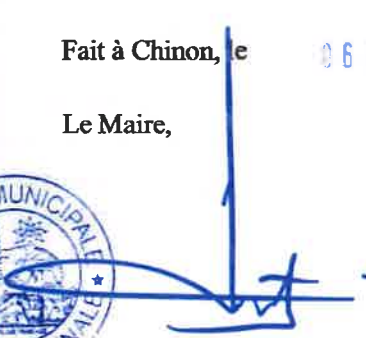
**Article 3** : La fourniture et la mise en place de la signalisation nécessaire à la présente réglementation sera effectuée par le pétitionnaire 72 heures avant le début des travaux.

**Article 4** : **Article 6** : La présente autorisation est subordonnée à l'acquittement d'une taxe de « réservation du domaine public » de 12,65 € (12,65 € tarif par demi-journée).

**Article 5** : Le pétitionnaire est tenu d'afficher le présent arrêté municipal sur le lieu d'intervention.

**Article 6** : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la ville de Chinon ou d'un recours contentieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication devant le tribunal administratif d'Orléans. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télé recours citoyens » accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> ».

**Article 7** : Monsieur le Directeur Général des services de la Mairie de Chinon, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie, Monsieur le Responsable de la Police Municipale, Madame la gestionnaire du domaine public, la société en charge du déménagement, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à Monsieur le Directeur des services techniques communs de la CCCVL et à Monsieur le Commandant du Centre de Secours Principal de Chinon, pour information.

<b>Certifié exécutoire par :</b>	
Affichage fait le	06 FEV. 2025
Fait à Chinon, le	06 FEV. 2025
Le Maire,	
	
<b>Jean-Luc DUPONT</b>	
	Fait à Chinon, le
	06 FEV. 2025
	Le Maire,
	
	<b>Jean-Luc DUPONT</b>

